

AVANT-PROPOS

La fabrique de la ville en temps de crise(s)

Le présent numéro des *Cahiers de CoST* fait suite au colloque franco-italien de géographie sociale « Penser la fabrique de la ville en temps de crise(s) » organisé à Tours les 16 et 17 juin 2014 par les équipes EMAM et CoST du laboratoire CITERES¹. Il s'inscrit dans la continuité d'une série de manifestations scientifiques annuelles, regroupant depuis 2008 des chercheurs italiens et français qui confrontent leurs regards autour des débats scientifiques dans le champ de la géographie sociale².

1 Le colloque a reçu le soutien du Conseil Scientifique de l'Université de Tours et du Conseil Régional du Centre.

2 La première rencontre a été conjointement organisée par l'université de Caen-Basse-Normandie, la MRSH de Caen, l'université de Parma (département de sciences sociales), la société italienne de géographie, le centre italien des études historiques et géographiques et l'université franco-italienne, sur le thème « Aider à comprendre le monde : l'enjeu de la géographie « sociale » aujourd'hui » (Parme, 2008). Depuis, cette rencontre s'est tenue annuellement sur les thèmes suivants : « La société entre espace et territoire » (Naples, 2009) ; « Géographie sociale, le temps, le paysage » (Caen, 2010) ; « Géographie sociale et démocratie » (Rome, 2011) ; « L'individu spatial » (Nantes, 2012) ; « Justice spatiale, marginalité, isolement et citoyenneté » (Cagliari, 2013).

La thématique proposée pour l'édition 2014 était issue des questionnements de chercheurs du laboratoire et de leurs partenaires italiens sur la fabrique de la ville dans un contexte où la question de la crise paraît omniprésente dans les discours dominants. Dans le cadre de ce colloque, la crise, que celle-ci soit environnementale, politique, urbaine ou économique, a été envisagée à la fois comme un élément de contextualisation et un facteur qui pèse sur la fabrique de la ville actuelle. Il ne s'agissait donc pas tant de s'interroger sur la réalité d'une crise ou de ses effets, mais plutôt de questionner la manière dont celle-ci pouvait être invoquée pour justifier ou au contraire disqualifier un modèle de gouvernance, un projet urbain ou une stratégie d'aménagement. Que fait-on et que fait-on faire dans les villes contemporaines au nom de la crise ?

Le colloque a ainsi été l'occasion de saisir comment en Italie et en France les géographes travaillant sur la production et sur les pratiques des espaces urbains intègrent la notion de crise dans leurs travaux. Pour cela, trois pistes de réflexion avaient été proposées :

- il s'agissait d'abord de traiter des effets des références à la crise économique et urbaine sur les productions d'une géographie sociale qui s'attache à construire une critique des formes d'urbanisme « néo-libérales » ;

- ensuite de discuter l'hypothèse d'une crise de l'action publique urbaine qui se manifesterait par la multiplication des situations de blocage de projets d'aménagement et d'infrastructures par des conflits locaux ;

- et, enfin, d'analyser des situations dans lesquelles la perspective ou l'invocation par certains acteurs d'une crise environnementale ou de situations d'urgence pèse sur les façons de concevoir la production et le fonctionnement des villes.

Une grande partie de ces débats se retrouve dans les contributions du présent numéro des *Cahiers de CoST*, mêlant chercheurs italiens et francophones, jeunes chercheurs et universitaires plus chevronnés, et proposant des terrains d'étude aussi divers que Belfast en Irlande du Nord, Turin et Falcognana en Italie, Syracuse en Sicile, Cagliari en Sardaigne, Paris, Strasbourg et Grenoble en France, et enfin Burgos en Espagne³.

Les trois premiers textes du numéro (respectivement d'Adèle SCHAR ; de Carlo PERELLI et Giovanni SISTU ; d'Egidio DANSERO, Giacomo PETTENATI et Alessia TOLDO) portent sur les effets de la crise sur les politiques urbaines. Ils montrent comment les conséquences, réelles ou fantasmées des crises politiques, économiques ou environnementales, contribuent en discours et en actes, à la reconfiguration de l'action publique locale dans des domaines aussi divers que l'aménagement urbain, les politiques foncières ou alimentaires.

Les textes suivants (respectivement de Maurizio MEMOLI, Alberto PISANO et Matteo PUTTILLI ; d'Arturo DI BELLA et Luca RUGGIERO ; de Raffaele CATTEDRA et Marcello TANCA) proposent un questionnement croisé sur l'articulation entre crise et urbanisme néo-libéral. En

³ Nous souhaitons ici remercier particulièrement Claudia Cirelli et Fabrizio Maccaglia qui ont apporté leur aide pour échanger avec nos collègues italiens non francophones.

se livrant chacun à leur manière, à une critique des politiques de gentrification et de revalorisation économique et culturelle des espaces urbains, ils s'interrogent sur le virage néo-libéral des politiques urbaines contemporaines et leurs effets ségrégatifs.

Enfin, les derniers textes du présent numéro (respectivement d'Hélène BALAN ; de Sabrina BRESSON ; d'Elisabetta ROSA ; de Mary FRAIRE, Francesca SESSA, Sabrina SPAGNUOLO, Serenella STASI et Sonia MARINO) portent sur comment vivre la ville en temps de crise et réponses par le bas. Prenant le contrepied des textes précédents, ils s'interrogent, non sur les effets de la crise sur les politiques urbaines, mais sur les stratégies d'adaptation, de régulation voire de mobilisation des habitants et des usagers face à la crise. Ces contributions montrent ainsi que les pratiques urbaines en temps de crise, plus ou moins informelles, plus ou moins organisées, que ce soit dans le domaine de la récupération de déchets, du logement ou des mobilisations sociales, contribuent tout autant à la fabrique de la ville que les politiques urbaines dans lesquelles elles prennent place.

*Nora Semmoud,
Université de Tours, UMR 7324 CITERES,
équipe EMAM*

*Hovig Ter Minassian,
Université de Tours, UMR 7324 CITERES,
équipe CoST*